

## Arrêt

n° 309 099 du 28 juin 2024  
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître G. GOSSIEAUX  
Boulevard du Roi Albert 153  
7500 TOURNAI

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

### LA PRESIDENTE F.F. DE LA III<sup>ème</sup> CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 12 juillet 2023, par X, qui se déclare de nationalité tunisienne, tendant à la suspension et l'annulation de l'interdiction d'entrée, prise le 19 juin 2023.

Vu le titre 1er *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, ci-après « la loi ».

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 11 avril 2024 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 23 avril 2024.

Vu l'ordonnance du 27 mai 2024 convoquant les parties à l'audience du 21 juin 2024.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. HAEGEMAN *loco* Me G. GOSSIEAUX, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me I. SCHIPPERS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué consiste en une interdiction d'entrée de trois ans prise par la partie défenderesse à l'égard du requérant sur la base de l'article 74/11, 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>er</sup>, de la loi.

2. Dans son recours, le requérant soulève un premier moyen libellé comme suit : « Par sa décision attaquée, la partie adverse méconnaît l'article 74/11 de la loi du 15/12/1980, ainsi que les articles 22 de la Constitution et 8 de la CEDH en commettant une erreur manifeste d'appréciation », un deuxième moyen dont une lecture bienveillante permet de considérer qu'il est pris de la violation des articles « [...] 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs [et de] [...] l'article 62 de la Loi (*sic*) du 15 décembre 1980 » et un troisième moyen « du « principe général de bonne administration, en ce qu'il se décline en une obligation de soin et de minutie dans le traitement des dossiers, en une obligation de prendre une décision en tenant compte de tous les éléments du dossier et de ne pas contredire le dossier dans la décision ».

3. Sur les trois moyens réunis, le Conseil observe que l'interdiction d'entrée attaquée est prise au motif qu'« aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire », motif qui se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas contesté par le requérant.

Par ailleurs, la partie défenderesse a fixé la durée de l'interdiction d'entrée attaquée à trois ans après avoir, notamment, relevé, que « [...] L'intéressé s'est rendu coupable d'infraction à la loi sur les stupéfiants (cocaïne, cannabis), de détention illicite de stupéfiants, avec circonstances aggravantes (mineur de plus de 16 ans).

*Faits pour lesquels il a été condamné le 24.01.2022 par le Tribunal correctionnel d'Oudenaarde à une peine de 14 mois d'emprisonnement, jugement auquel il a fait opposition. En l'espèce, il a, à Ronse et/ou de connexité ailleurs dans le Royaume, au cours de la période du 01.06.2019 au 01.05.2021, à plusieurs reprises, à des dates non précisées :*

*- Vendu ou fourni des quantités indéterminées de cannabis et de cocaïne et ce, avec la circonstance que l'infraction a été commise à l'égard d'un mineur âgé de plus de 16 ans, à savoir I.M. ;*

*- Vendu ou fourni des quantités indéterminées de cannabis et de cocaïne à des personnes majeures.*

*Attendu que le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union européenne, ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres. C'est une atteinte grave à la sécurité publique en ce que la diffusion des stupéfiants représente un fléau social mettant en danger une population généralement jeune et/ou fragile, souvent entraînée de surcroît dans une délinquance périphérique aux fins d'acquisition.*

*Eu égard au caractère lucratif, frauduleux et à l'impact social de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considéré comme pouvant compromettre l'ordre public. L'intéressé n'a pas hésité à troubler l'ordre public. Considérant l'ensemble de ces éléments, l'intérêt du contrôle de l'immigration et la protection de l'ordre public, une interdiction d'entrée de 3 ans n'est pas disproportionnée ».*

Dès lors, la durée de l'interdiction d'entrée imposée fait l'objet d'une motivation spécifique et à part entière, qui rencontre la situation particulière du requérant en manière telle qu'il ne peut être suivi lorsqu'il soutient en termes de requête « Que l'acte attaqué ne réalise pas une motivation individualisée. L'acte attaqué est stéréotypé et n'est pas propre à [sa] situation particulière ».

Pour le surplus, le Conseil observe que le requérant n'apporte aucune critique utile à l'encontre des motifs de l'acte querellé mais se contente principalement de minimiser les faits lui reprochés et de solliciter du Conseil qu'il substitue son appréciation des faits à celle de la partie défenderesse, démarche qui excède la portée du contrôle de légalité auquel il est astreint au contentieux de l'annulation.

S'agissant de l'allégation selon laquelle « Afin de justifier sa décision, la partie adverse invoque la condamnation prononcée par défaut le 24/01/2022 par le Tribunal correctionnel d'Oudenaarde par laquelle [il] a été condamné à une peine de 14 mois d'emprisonnement. Cependant, [il] a formé opposition à cette décision et dépose le jugement contradictoire. Le Tribunal [lui] a, ainsi, accordé une mesure de faveur puisqu'il bénéficie d'une peine de travail de 125 heures. Cette peine démontre que le Tribunal a été plus clément avec [lui] qui a pu exposer sa propre situation. Par sa décision attaquée, la partie adverse ne s'est pas souciée de [sa] situation propre », le Conseil souligne qu'elle manque en fait, une simple lecture de la décision litigieuse démontrant qu'au contraire la partie défenderesse a bel et bien pris en compte l'opposition faite au jugement rendu par le Tribunal correctionnel d'Oudenaarde. En outre, le Conseil se rallie à la position soutenue par la partie défenderesse en termes de note d'observations selon laquelle « La partie adverse ne peut que constater que la décision querellée n'est pas motivée par le fait que la partie requérante a été condamnée par le tribunal correctionnel d'Oudenaarde mais par la circonstance qu'elle s'est rendue coupable d'infraction à la loi sur les stupéfiants, de détention illicite de stupéfiants avec circonstances aggravantes, qu'elle a à plusieurs reprises entre le 1er juin 2019 et le 1er mai 2021 vendu ou fourni des quantités indéterminées de cannabis ou de cocaïne, avec la circonstance aggravante que l'infraction a été commise à l'égard d'un mineur, et à des personnes majeures alors que le trafic de drogue représente une menace pour la santé, la sécurité et la qualité de la vie des citoyens de l'Union européenne ainsi que pour l'économie légale, la stabilité et la sécurité des États membres, que c'est une atteinte grave à la sécurité publique en ce que la diffusion des stupéfiants représente un fléau social mettant en danger une population généralement jeune et/ou fragile, souvent entraînée de surcroît dans une délinquance périphérique aux fins d'acquisition et qu'eu égard au caractère lucratif et à l'impact social de ces faits, on peut conclure que l'intéressé, par son comportement, est considérée (sic) comme pouvant compromettre l'ordre public.

Or, aucun de ces motifs n'est contesté en termes de recours, la partie requérante se contentant d'invoquer qu'elle a fait opposition au jugement la condamnant à 14 mois de prison, ce qui a du reste été relevé dans

l'acte attaqué contrairement à ce que semble prétendre la partie requérante, et qu'elle a bénéficié d'une peine de faveur de travail. Cependant, dès lors que ce n'est pas le fait qu'elle a initialement été condamnée à une peine de 14 mois de prison qui justifie la délivrance d'un ordre de quitter le territoire à la partie requérante mais les faits à la base de sa condamnation, le fait que la peine de prison a été commuée en peine de travail est dénué de tout intérêt. Il s'ensuit que la partie requérante qui ne conteste pas avoir commis les faits qui lui sont reprochés et qui justifie qu'elle soit considérée comme pouvant compromettre l'ordre public n'a pas intérêt à ses critiques et que celles-ci sont partant irrecevables. Elle a d'autant moins intérêt à ses critiques qu'il ressort des pièces jointes au recours que le jugement sur opposition a été prononcé le 19 juin 2023 et que par conséquent, il ne pouvait pas être en possession de la partie adverse, qui n'était pas partie à la cause, lorsqu'elle a pris l'acte attaqué ».

S'agissant de la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil rappelle que lorsque la partie requérante allègue une violation de cette disposition, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont la décision attaquée y a porté atteinte.

Or, force est de constater que tel n'est aucunement le cas en l'occurrence, le requérant se contentant d'affirmer péremptoirement qu'« [il] est marié avec Madame [M.N.], de nationalité belge, depuis le 17/12/2022; Ces derniers ont retenu de leur union [A.B.S.], de nationalité belge, le [...] 2023 ; [lui] et sa famille habitent ensemble à 7500 TOURNAI, rue [S-M.] ; Malgré son incarcération, [son] épouse lui a rendu visite à plusieurs reprises avec leur enfant ; Compte tenu de ces éléments, il ne peut pas être contesté [qu'il] entretient des relations régulières avec son épouse et son enfant en bas-âge. Il ne peut pas être décemment soutenu que des contacts pourront être maintenus entre [lui] et son enfant qui vit en Belgique s'il est contraint de rester en Tunisie. La décision attaquée est abusive et est complètement disproportionnée par rapport au but recherché par la partie adverse ».

Partant, la violation de l'article 8 de la CEDH n'est pas avérée, la partie défenderesse ayant au demeurant longuement examiné la situation du requérant au regard de cette disposition dans l'acte attaqué, contrairement à ce qui est soutenu en termes de requête de sorte que le requérant ne peut être suivi lorsqu'il allègue que « [...] la défenderesse n'a aucunement tenu compte de [sa] situation familiale et sociale ».

*In fine*, s'agissant du reproche aux termes duquel « La décision attaquée méconnaît le fait [qu'il] a introduit une demande de regroupement familial le 08/05/2023. Il ne peut pas être prétendu [qu'il] n'a pas tenté de régulariser sa situation puisqu'une demande bien (*sic*) été introduite. Il n'est pas raisonnable de prétendre [que lui] et sa famille pourraient entretenir une vie familiale et privée conforme à l'article 8 de la CEDH et 22 de la Constitution [s'il] était interdit sur le territoire. [...] l'acte attaqué est stéréotypé et n'est pas propre à [sa] situation particulière. L'acte attaqué ne prend, d'ailleurs, pas en compte le fait [qu'il] est le papa d'un enfant belge en bas-âge et qu'une demande de regroupement familial a été introduite par celui-ci », le Conseil constate que l'attestation d'immatriculation valable jusqu'au 7 novembre 2023 délivrée par l'administration communale de Tournai suite à l'introduction d'une demande de regroupement familial le 19 juin 2023, soit le jour de la prise de l'acte attaqué, ne figure pas au dossier administratif et n'a pas été transmise à la partie défenderesse avant qu'elle ne prenne sa décision, de sorte qu'on ne peut raisonnablement lui reprocher de ne pas avoir tenu compte de cet élément qu'elle ignorait, pas plus qu'il ne saurait davantage être attendu du Conseil de céans qu'il prenne en compte ce même élément en vue de se prononcer sur la légalité de la décision entreprise, ceci en vertu du principe selon lequel il y a lieu, pour l'exercice du contrôle de légalité que le Conseil est amené à exercer, de se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n° 110.548 du 23 septembre 2002 ; voir également : Cass., 27 juillet 2010 et C.E., arrêt n° 9210 du 13 novembre 2012). Le Conseil souligne à titre surabondant que le requérant est d'autant plus malvenu d'adresser un tel reproche à la partie défenderesse qu'il n'a pas jugé utile de mentionner dans le formulaire « droit d'être entendu » qu'il a complété le 15 mai 2023 qu'il avait introduit une demande de regroupement familial le 8 mai 2023, laquelle a, du reste, fait l'objet d'une décision de refus prise par la partie défenderesse en date du 10 novembre 2023.

4. Aucun moyen n'est fondé.

5. Entendu à sa demande expresse à l'audience du 21 juin 2024, le requérant se borne en définitive à réitérer certains éléments exposés dans sa requête et auxquels il a été répondu dans l'ordonnance susvisée du 11 avril 2024 mais ne formule cependant aucune remarque de nature à renverser les constats précités.

En outre, le requérant se prévaut de nouveaux documents annexés à sa demande à être entendu. La partie défenderesse sollicite que ces pièces soient écartées.

En vertu du principe de légalité, il convient d'écarter ces pièces qui n'ont pas été déposées à l'appui de la requête introductive d'instance, et dont la partie défenderesse n'avait forcément pas connaissance au moment où elle a pris sa décision, en sorte que le Conseil ne peut davantage en tenir compte.

6. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers. Le

Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-huit juin deux mille vingt-quatre par :

V. DELAHAUT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

A. IGREK, greffier.

Le greffier

La présidente,

A. IGREK

V. DELAHAUT